

La scène canadienne

Le Canada traverse une époque intéressante sur le plan politique.

Notre gouvernement a été élu sur un engagement ferme, avec un mandat clair : stimuler la croissance économique et la création d'emplois. Nous savons que les exportations et l'investissement étranger direct auront un rôle important à jouer dans cette stratégie. Comme je le disais tout à l'heure, le Plan d'action du Canada reflète notre volonté bien arrêtée d'accroître nos relations commerciales avec le Japon.

Nous savons aussi que la stabilité politique et une solide gestion des finances publiques sont essentielles pour attirer l'investissement étranger direct. Une économie forte est la clé d'une société forte. À cet égard, nous nous réjouissons des prévisions récentes de l'OCDE selon lesquelles la croissance canadienne sera la plus forte parmi les pays du G-7, dans les années à venir. Le fait que nous soyons parvenus à maintenir cette croissance tout en limitant l'inflation et en augmentant la productivité montre combien le Canada attire les investissements en Amérique du Nord.

Un certain nombre d'indices supplémentaires démontrent aussi que l'économie canadienne s'affermi. La croissance économique s'est accélérée depuis un an, encouragée par les exportations et les dépenses de consommation. En fait, la croissance récente de l'emploi et la confiance des consommateurs, qui affiche une tendance à la hausse, suggèrent que l'expansion est en bonne voie. Depuis janvier, 178 000 emplois ont été créés, et ces chiffres atteignent presque les niveaux d'avant la récession. La dynamique de la croissance est plus forte qu'on ne s'y attendait en 1994. En dépit de l'augmentation des taux d'intérêt, la croissance réelle cette année dépassera probablement les 3 p. 100 que prévoyait le budget. Pendant ce temps, l'inflation demeure à un taux remarquablement bas et le gouvernement reste bien déterminé à assumer ses responsabilités financières. Nous sommes en voie de ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB [produit intérieur brut] d'ici trois ans. Notre objectif ultime reste naturellement de l'éliminer.

Je sais que des investisseurs étrangers s'inquiètent de la situation politique au Canada. Ils ne devraient pas s'alarmer chaque fois que des élections provinciales sont déclenchées au Québec, en particulier quand les sondages indiquent que les Québécois vont choisir de rester au Canada. Les tensions qui règnent entre les provinces et le gouvernement central ne sont pas l'apanage du Canada, c'est le lot de tous les systèmes fédéraux.

Les Canadiens veulent que leur gouvernement gouverne de façon honnête et intègre. La gestion efficace et responsable des